

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Cyr, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de New Richmond pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de Ville de New Richmond

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de New Richmond (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, à l'exception du partenariat qui a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernant ses activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R.L.¹

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
New Richmond, 25 avril 2025

¹CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A115974

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	6 635 639	6 798 977	6 770 002
Compensations tenant lieu de taxes	2	149 353	160 495	146 219
Quotes-parts	3			
Transferts	4	897 648	6 097 495	2 777 050
Services rendus	5	1 402 446	1 538 746	3 207 565
Imposition de droits	6	127 120	207 534	357 619
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	35 870	47 931	34 359
Autres revenus	10	479 284	595 539	1 604 721
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 727 360	15 446 717	14 897 535
Charges				
Administration générale	14	1 680 986	1 800 537	1 707 258
Sécurité publique	15	552 850	648 428	753 797
Transport	16	1 481 648	2 352 721	2 504 077
Hygiène du milieu	17	1 305 153	2 045 137	1 580 575
Santé et bien-être	18	69 750	61 388	61 134
Aménagement, urbanisme et développement	19	756 907	1 149 386	924 349
Loisirs et culture	20	1 780 058	2 507 189	5 117 578
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	761 427	848 042	1 011 781
Effet net des opérations de restructuration	23		1 254 950	
	24	8 388 779	12 667 778	13 660 549
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 338 581	2 778 939	1 236 986
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		38 126 852	36 889 866
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		38 126 852	36 889 866
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		40 905 791	38 126 852

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	422 020	1 391 087
Débiteurs (note 5)	2	7 376 112	6 057 209
Prêts (note 6)	3	12 917	12 917
Placements de portefeuille (note 7)	4	320 060	291 785
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	8 131 109	7 752 998
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 282 415	110 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 764 615	2 478 777
Revenus reportés (note 11)	12	867 839	457 010
Dette à long terme (note 12)	13	22 782 555	27 036 278
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	311 180	376 820
Autres passifs (note 14)	15	303 065	282 052
	16	27 311 669	30 740 937
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(19 180 560)	(22 987 939)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	59 967 898	60 928 811
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	103 784	103 784
Stocks de fournitures	20	27 432	49 381
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 228	41 475
	23	60 102 342	61 123 451
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	40 921 782	38 135 512
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	40 905 791	38 126 852
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	15 991	8 660
	27	40 921 782	38 135 512

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 338 581	2 778 939	1 236 986
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	7 040 475)(	2 895 356)
Produit de cession	3		79 499	203 989
Amortissement	4		2 566 464	2 999 284
(Gain) perte sur cession	5		(73 439)	(113 376)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		5 428 864	
	8		960 913	194 541
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		21 949	(11 594)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		38 247	(27 853)
	13		60 196	(39 447)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		7 331	8 660
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 338 581	3 807 379	1 400 740
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(22 987 939)	(24 388 679)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(22 987 939)	(24 388 679)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(19 180 560)	(22 987 939)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	8 660	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	7 331	8 660
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	7 331	8 660
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	15 991	8 660

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 778 939	1 236 986
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 566 464	2 999 284
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(73 439)	(113 376)
▪ Restructuration	3.2	1 167 614	
	4	6 439 578	4 122 894
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 773 697)	(9 218)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	489 181	483 123
Revenus reportés	8	693 370	(17 577)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(65 640)	(65 640)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(39 981)	(11 591)
Autres actifs non financiers	12	38 247	(27 853)
	13	5 781 058	4 474 138
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	7 040 475) (	2 895 356)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	79 499	203 989
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(6 960 976)	(2 691 367)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	7 478) (	7 478)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	32 203) (	252 542)
Cession	22		
	23	(39 681)	(260 020)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	643 300	5 094 354
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 724 482) (	1 834 162)
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 282 415	(3 662 458)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	30 559	(46 446)
Autres			
▪ Réduction (augmentation) de valeur	28.1	18 740	6 804
	29	250 532	(441 908)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(969 067)	1 080 843
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 391 087	310 244
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 391 087	310 244
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	422 020	1 391 087

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

a) Périmètre comptable

- Parc régional Petite-Cascapédia : 0 % (100 % en 2023) (voir note 28)
- Société de Développement Économique de New Richmond Inc. : 100 %
- Corporation de Développement touristique de New Richmond Inc. : 100 %

b) Partenariats

- Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles Avignon-Bonaventure : 13,116 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies:

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissements

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures (a) : de 2,5 à 6,67%

Bâtiments : 2,5% à 4 %

Véhicules : de 5% à 10%

Ameublement et équipement de bureau : de 10% à 20%

Machinerie, outillage et équipement : de 5% à 10%

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures sont amortis sur une période de 2 à 55 ans.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à un tel actif est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge au titre des avantages sociaux futurs pour les régimes de retraite à prestations déterminées est constituée d'une charge de base et d'une charge à titre d'intérêts.

L'écart entre la valeur projetée des actifs de la caisse de retraite et la valeur projetée de l'obligation au titre des prestations constituées, plus ou moins les pertes ou les gains actuariels non amortis, donne lieu à la présentation à l'état de la situation financière d'un actif ou d'un passif au titre des avantages sociaux futurs. Dans le cas d'un actif, il est présenté net d'une provision pour moins-value s'il y a lieu, afin d'en limiter la valeur aux surplus du régime dont l'employeur pourra bénéficier avec certitude par le biais de futurs remboursements ou congés de cotisations.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables:
 - Avantages sociaux futurs :
 - Mesure d'allègement pour gains ou pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur une période maximale de 15 ans;
- Mesures d'allègement fiscal transitoires:
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes;
 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS):
 - Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats consolidés au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements en actions cotées sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des placements en actions cotées sur un marché actif sont comptabilisées à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier soit décomptabilisé.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, entraîne l'annulation de toute réévaluation nette présentée dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

N/A

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribués à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	80 498	1 391 257
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	341 522	
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	422 020	1 391 257
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	170)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	422 020	1 391 087
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	298 557	367 394
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les placements à court terme portent intérêt au taux de 3,10 %, renouvelables annuellement et sont rachetables en tout temps.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux fonds réservés aux dépenses liées à la tenue d'une élection et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 934 929 \$ (924 872 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 43 309 \$ (32 335 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	216 399	250 674
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	7 562	7 562
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 701 391	5 445 015
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	156 622	
Organismes municipaux	13	41 998	3 060
Autres			
▪ Recouvrement de tiers	14.1	252 140	349 791
▪ Autres	14.2		1 107
	15	7 376 112	6 057 209
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 288 210	1 857 868
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 288 210	1 857 868
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	985 012	1 327 354
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 222 420	1 049 406
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	762 721	629 181
Ministère de la Culture et des Communications	25	579 600	631 600
Autres ministères/organismes	26	1 151 638	1 807 474
	27	6 701 391	5 445 015

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,63 % à 2,22 % (1,63 % à 3,26 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2041.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	12 917	12 917
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31	12 917	12 917
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	19 323	30 586
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36	300 737	261 199
	37	320 060	291 785
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	300 737	261 199
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les autres placements de portefeuille affectés aux activités d'après-fermeture du site d'enfouissement sont composés d'actions cotées sur un marché actif d'un montant de 2 292 904 \$, ce qui représente un montant de 300 737 \$ pour la Ville (13,116 %).

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,20 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	547 177	955 451
Salaires et avantages sociaux	44	204 509	292 998
Dépôts et retenues de garantie	45	788 601	394 208
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Autres -Gouvernement du Canada et ses entreprises	47.1		505 293
▪ Autres -Organisme municipaux	47.2		19 613
▪ Autres -Intérêts courus sur la dette à long terme	47.3	224 328	311 214
	48	1 764 615	2 478 777

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres	54.1	707 473	25 416
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avances	62.1	160 366	431 594
	63	867 839	457 010

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,31	9,26	2025	2029	64	22 565 451	26 849 733
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	5,70	5,70	2025	2025	69	386 354	386 354
					70	22 951 805	27 236 087
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(169 250)	(199 809)
					72	22 782 555	27 036 278

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		4 168 618		386 354	4 554 972
2026	74		3 342 166			3 342 166
2027	75		5 739 929			5 739 929
2028	76		6 146 536			6 146 536
2029	77		2 702 020			2 702 020
2030 et plus	78		466 182			466 182
	79		22 565 451		386 354	22 951 805
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		22 565 451		386 354	22 951 805

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(311 180)	(376 820)
	84	(311 180)	(376 820)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	74 755	74 555
Régimes à cotisations déterminées	87	112 976	103 308
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	14 270	15 157
	90	202 001	193 020

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	303 065	282 052
Autres			
▪	93.1		
	94	303 065	282 052
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	282 052	
Passifs engagés	96		282 052
Passifs réglés	97 ()()
Charge de désactualisation ¹	98	21 013	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	303 065	282 052

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville et de son partenariat concernent principalement les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Principales hypothèses utilisées

- Sites d'enfouissement :

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	7,45 %
Période d'actualisation	De 0 à 84 ans
Taux d'inflation	2 %
Durée de vie restante estimative de l'exploitation	54 ans
Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture	30 ans

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 31 180 398 \$, ce qui représente un montant de 4 089 621 \$ pour la Ville (13,116 %).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	10 852 632	19 515		10 872 147
Eaux usées	102	13 307 781	19 515		13 327 296
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	29 643 433			29 643 433
Autres					
▪ Autres	104.1	19 445 138	159 504	4 025 154	15 579 488
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	22 814 211	409 986	7 383 143	15 841 054
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	4 726 836	509 935	878 867	4 357 904
Ameublement et équipement de bureau	109	1 635 933	21 517	899 950	757 500
Machinerie, outillage et équipement divers	110	6 507 237	12 314	3 551 858	2 967 693
Terrains	111	1 226 457		10 837	1 215 620
Autres	112	605 863			605 863
	113	110 765 521	1 152 286	16 749 809	95 167 998
Immobilisations en cours	114	60 713	5 888 189		5 948 902
	115	110 826 234	7 040 475	16 749 809	101 116 900
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	4 661 993	271 107		4 933 100
Eaux usées	117	5 866 135	332 944		6 199 079
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	9 881 461	714 540		10 596 001
Autres					
▪ Autres	119.1	7 282 950	227 024	3 364 358	4 145 616
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	12 999 534	561 825	4 096 538	9 464 821
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 993 830	181 411	659 797	2 515 444
Ameublement et équipement de bureau	124	1 251 246	28 720	613 305	666 661
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 957 631	112 412	2 580 887	2 489 156
Autres	126	2 643	136 481		139 124
	127	49 897 423	2 566 464	11 314 885	41 149 002
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	60 928 811			59 967 898
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

Suite à une opération de restructuration, un montant net de 5 428 864 \$ a été inscrit dans la colonne ajustement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	103 784	103 784
	135	103 784	103 784
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	103 784	103 784

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais reportés	143.1	3 228	41 475
Autres			
▪	144.1		
	145	3 228	41 475

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu d'un contrat d'enlèvement des ordures, de collecte et de tri des matières recyclables, échéant en 2025, à verser un montant de 354 556 \$ au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée en vertu d'un contrat de location de photocopieurs échéant en 2027 à verser un montant de 22 727 \$. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 10 101 \$ en 2025, 2026 et à 2 525 \$ en 2027.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'Office municipal d'habitation de New Richmond, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

La Ville de New Richmond a adhéré à la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Régie a pour mission d'accroître les retombées de l'exploitation de la ressource éolienne. La Régie investit au nom des MRC de la région dans des parcs éoliens. Les profits nets sont redistribués aux MRC en fonction des richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Advenant le cas que les revenus de la Régie ne soient pas suffisants pour pourvoir aux dépenses, il sera exigé annuellement, de chaque MRC membres de la Régie, une contribution calculée selon les richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Dans l'éventualité où il y aurait une contribution à payer, la Ville comptabilisera cette contribution dans les dépenses de fonctionnement de l'exercice.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2033, prévoyant la perception de loyers totalisant 442 121 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 88 234 \$ en 2025, à 85 026 \$ en 2026, à 69 018 \$ en 2027, à 59 085 \$ en 2028 et à 56 308 \$ en 2029.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Club Nautique de New Richmond Inc.	148.1		27 747
	149		27 747
	150		27 747

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et le partenariat, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Actif financiers en souffrance	\$	\$
Moins de un an	535 390	552 223
Entre un an et deux ans	31 997	52 409
Entre deux et trois ans	-	-
Plus de trois ans	<u>362 076</u>	<u>20 479</u>
Sous-total	929 463	625 111
Moins : provision pour créances douteuses	<u>(85 000)</u>	-
Total	844 463	625 111

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les placements à court terme et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) aurait donné lieu à une augmentation ou une diminution de l'excédent (du déficit) de l'exercice d'environ 229 518 \$ (environ 270 363 \$ au 31 décembre 2023). Cette variation n'aurait toutefois pas d'incidence significative sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

La Ville est exposée au risque de prix autre en raison des actions cotées sur un marché actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible du cours de ces titres de 10 % (10 % au 31 décembre 2023) est considérée comme une base adéquate pour estimer l'incidence éventuelle qu'un changement raisonnablement possible des risques de marché pourrait avoir sur l'excédent (le déficit) de l'exercice et sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice à la date des états financiers. Si le cours publié des fonds communs de placement avait augmenté ou diminué de ce pourcentage, l'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2024 n'aurait pas été significative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit:

	Moins de 1an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	1 764 615	-	-	-
Emprunts temporaires	1 282 415	-	-	-
Dettes à long terme	5 097 449	10 285 043	9 322 375	625 823
Total	8 144 479	10 285 043	9 322 375	625 823

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont regroupés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie classe les placements de portefeuille évalués à la juste valeur en trois niveaux selon l'importance des données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur de ceux-ci. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs financiers identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif concerné soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : données relatives à l'actif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le niveau de hiérarchie au sein duquel les actifs financiers ont été classés est déterminé d'après le niveau des données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur.

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont tous inclus dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actions cotées sur un marché actif est déterminée à partir du cours publié à la date de clôture.

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 450 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Opération de restructuration

Le 1er janvier 2024, les droits, obligations, actifs et passifs de l'organisme contrôlé Parc régional Petite-Cascapédia ne sont plus consolidés dans les états financiers de la Ville. Cette cession de responsabilités vient du fait qu'à partir du 1er janvier 2024, la Ville ne contrôle plus l'organisme. Les résultats pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024 ne sont pas inclus dans les résultats des organismes contrôlés consolidés.

Les actifs et les passifs cédés le 1er janvier 2024 se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	\$
Actifs financiers	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	87 337
Débiteurs	<u>454 794</u>
Total des actifs financiers	<u>542 131</u>
Passifs	
Emprunts temporaires	110 000
Créditeurs et charges à payer	1 182 333
Revenus reportés	282 541
Dettes à long terme	<u>3 203 100</u>
Total des passifs	<u>4 777 974</u>
Actifs financiers nets (dettes nettes)	<u>(4 235 843)</u>
Actifs non financiers	
Immobilisations corporelles	5 428 864
Stocks de fournitures	<u>61 930</u>
Total des actifs non financiers	<u>5 490 794</u>
Actif net transféré présenté à titre d'effet net des opérations de restructuration	1 254 951

29. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Un changement dans les principales hypothèses utilisées pourrait avoir une incidence importante sur la détermination des obligations liées à la mise hors service d'immobilisation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	6 770 002	6 635 639	6 798 977		6 798 977
Compensations tenant lieu de taxes	2	146 219	149 353	160 495		160 495
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 129 341	897 648	992 451		3 210
Services rendus	5	1 245 171	1 040 559	1 181 112		399 966
Imposition de droits	6	357 619	127 120	207 534		
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	31 293	28 000	33 757		14 174
Autres revenus	10	488 940	479 284	473 968		94 261
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	10 168 585	9 357 603	9 848 294		511 611
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 540 995		5 101 834		
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	70 000		121 571		
Autres	18	228 734				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 839 729		5 223 405		
	22	12 008 314	9 357 603	15 071 699		511 611
Charges						
Administration générale	23	1 622 403	1 646 265	1 701 179	49 605	49 753
Sécurité publique	24	641 127	552 850	557 652	90 776	
Transport	25	1 630 709	1 481 648	1 463 682	889 039	
Hygiène du milieu	26	938 843	1 070 102	1 122 195	608 884	356 390
Santé et bien-être	27	61 134	69 750	61 388		
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 115 190	756 907	1 069 468	174 179	
Loisirs et culture	29	1 880 275	1 780 058	1 895 078	612 111	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	681 845	730 372	760 764		87 278
Effet net des opérations de restructuration	32					1 254 950
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 366 570		2 424 594	2 424 594	
	34	10 938 096	8 087 952	11 056 000		1 748 371
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 070 218	1 269 651	4 015 699		(1 236 760)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 070 218	1 269 651	4 015 699	(1 236 760)	2 778 939
Moins : revenus d'investissement	2	(1 839 729)	()	(5 223 405)	()	5 223 405
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(769 511)	1 269 651	(1 207 706)	(1 236 760)	(2 444 466)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	2 366 570		2 424 594	141 870	2 566 464
Produit de cession	5	203 989		79 499		79 499
(Gain) perte sur cession	6	(113 376)		(73 439)		(73 439)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 457 183		2 430 654	141 870	2 572 524
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	6 804		18 740		18 740
	15	6 804		18 740		18 740
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	185 773		336 587		336 587
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 243 845)	(1 232 965)	(1 245 860)	(34 082)	(1 279 942)
	18	(1 058 072)	(1 232 965)	(909 273)	(34 082)	(943 355)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(10 393)	()	(95 204)	()	95 204
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	60 000		36 431		36 431
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22	(253 043)	(36 686)	(38 266)		(38 266)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(74 755)		(74 755)	(128 419)	(203 174)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(278 191)	(36 686)	(171 794)	(128 419)	(300 213)
	26	1 127 724	(1 269 651)	1 368 327	(20 631)	1 347 696
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	358 213		160 621	(1 257 391)	(1 096 770)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 839 729	5 223 405		5 223 405
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	127 745)(	88 548)(	) (	88 548)
Sécurité publique	3 (	20 911)() () ()
Transport	4 (	269 263)(	6 439 233)(	) (	6 439 233)
Hygiène du milieu	5 (	77 801)(	8 031)(	) (	8 031)
Santé et bien-être	6 () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	10 177)(	42 872)(	) (	42 872)
Loisirs et culture	8 (	1 533 944)(	461 791)(	) (	461 791)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () ()
	11 (	2 039 841)(	7 040 475)(	) (	7 040 475)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 () () () ()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	7 478)(	7 478)(	) (	7 478)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 466 932	493 789		493 789
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	10 393	95 204		95 204
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	18 005	79 889		79 889
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	167 095	150 989		150 989
	19	195 493	326 082		326 082
	20	1 615 106	(6 228 082)		(6 228 082)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 454 835	(1 004 677)		(1 004 677)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	951 277		16 368	405 652	422 020
Débiteurs (note 5)	2	5 876 766		7 537 843	99 600	7 376 112
Prêts (note 6)	3	12 917		12 917		12 917
Placements de portefeuille (note 7)	4	30 586		19 323	300 737	320 060
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	6 871 546		7 586 451	805 989	8 131 109
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10			1 282 415		1 282 415
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 312 838		1 727 399	298 547	1 764 615
Revenus reportés (note 11)	12	174 469		867 839		867 839
Dette à long terme (note 12)	13	22 742 692		21 726 150	1 056 405	22 782 555
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	376 820		311 180		311 180
Autres passifs (note 14)	15				303 065	303 065
	16	24 606 819		25 914 983	1 658 017	27 311 669
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(17 735 273)		(18 328 532)	(852 028)	(19 180 560)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	54 835 205		59 445 025	522 873	59 967 898
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	103 784		103 784		103 784
Stocks de fournitures	20	17 462		17 462	9 970	27 432
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 038			3 228	3 228
	23	54 957 489		59 566 271	536 071	60 102 342
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 068 313		1 112 439	355 217	1 467 656
Excédent de fonctionnement affecté	25					
Réserves financières et fonds réservés	26	367 394		298 557		298 557
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	904 958) (		1 041 991) (	153 633) (	1 195 624)
Financement des investissements en cours	28	(396 430)		(1 446 575)		(1 446 575)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	37 087 897		42 315 309	(533 532)	41 781 777
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				15 991	15 991
	31	37 222 216		41 237 739	(315 957)	40 921 782
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 464 609	2 412 998	2 469 702	2 415 837
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	630 410	572 163	582 378	548 416
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	4 047 784	4 719 954	4 780 715	3 053 776
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	719 372	701 181	788 328	845 288
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		58 589	58 589	102 853
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	11 000	994	1 125	63 640
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	214 777	165 527	165 527	210 039
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		2 424 594	2 566 464	2 366 570
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1			1 254 950	4 054 130
	22	8 087 952	11 056 000	12 667 778	13 660 549

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 467 656	104 921
Excédent de fonctionnement affecté	2		
Réserves financières et fonds réservés	3	298 557	367 394
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 195 624)(	3 354 321)
Financement des investissements en cours	5	(1 446 575)	(396 430)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	41 781 777	41 405 288
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	15 991	8 660
	8	40 921 782	38 135 512

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 112 439	1 068 313
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	355 217	(963 392)
	11	1 467 656	104 921

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪	12.1		
	13		
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16		

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	234 184	348 487
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	48 714	3 248
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	15 659	15 659
Autres			
▪	30.1		
	31	298 557	367 394
	32	298 557	367 394

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()()
Autres	37 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	269 632)(	344 386)
	39 (	269 632)(	344 386)
Assainissement des sites contaminés	40 ()()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	153 633)(	282 052)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()()
Autres			
▪	43.1 ()()
	44 (	423 265)(	626 438)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 ()()
Utilisation du fonds de roulement	46 ()()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 ()()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()()
Autres			
▪	49.1 ()()
	50 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 ()()
Mesure relative à la COVID-19	52 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	178 296)(	168 683)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()()
Autres			
▪ Autres	55.1 (	763 265)(	2 726 821)
	56 (	941 561)(	2 895 504)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	169 202	167 621
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	169 202	167 621
	63 (	1 195 624)(	3 354 321)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	601 877	577 218
Investissements à financer	65 (	2 048 452)(	973 648)
	66	(1 446 575)	(396 430)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	59 967 898	60 928 811
Propriétés destinées à la revente	68	103 784	103 784
Prêts	69	12 917	12 917
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	19 323	30 586
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	60 103 922	61 076 098
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	60 103 922	61 076 098
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	22 782 555)(	27 036 278)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	169 250)(	199 809)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 288 210	1 857 868
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	3 332 783	5 698 742
	80 (	18 330 812)(	19 679 477)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	(8 667))(	(8 667))
	82 (	18 322 145)(	19 670 810)
	83	41 781 777	41 405 288

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif mixte, soit une partie à prestations déterminées et une à cotisations déterminées. Le régime est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec) et auprès de l'Agence du revenu du Canada.

En vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec), le promoteur et les participants doivent financer le régime de retraite de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions du régime de retraite. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle périodique aux fins de capitalisation. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectué en date du 31 décembre 2021.

L'âge normal de la retraite est de 65 ans avec possibilité de retraite avant ou après cet âge.

Les prestations de retraite sont calculées à partir du nombre d'années de service, multiplié par 2 % par année de services.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (376 820)	(442 460)
Charge de l'exercice	56 (74 755)	(74 555)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 140 395	140 195
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (311 180)	(376 820)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (311 180)	(376 820)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (311 180)	(376 820)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (311 180)	(376 820)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 () ()		
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()		
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	74 755	74 555
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82	74 755	74 555
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 () ()		
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	74 755	74 555
	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88 () ()		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89		
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	93		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	94		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	95		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	96		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	97		
	98		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,50 %	4,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif mixte, soit une partie à prestations déterminées et une à cotisations déterminées. Le régime est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec) et auprès de l'Agence du revenu du Canada.

L'âge normal de la retraite est de 65 ans avec possibilité de retraite avant ou après cet âge.

Les prestations de retraite sont établies en fonction du rendement du régime.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	112 976	103 308
	110	112 976	103 308

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 234	4 497
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	14 270	15 157
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	14 270	15 157

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 954 954	5 067 519	5 122 965
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	482 519	493 073	489 554
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8	338 716	347 169	374 373
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 776 189	5 907 761	5 986 892
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	173 810	175 176	173 723
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	671 890	678 427	572 410
Autres				
▪ Unité d'entrepôt	16.1	9 750	9 750	9 750
Centres d'urgence 9-1-1	17		23 863	21 227
Service de la dette	18	4 000	4 000	6 000
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	859 450	891 216	783 110
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	859 450	891 216	783 110
	27	6 635 639	6 798 977	6 770 002

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	22 455	21 180	22 774
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	5 048	5 048	5 048
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	34 646	34 646	32 692
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	120 477	98 191	84 276
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	147 980	159 065	144 790
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 373	1 430	1 429
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 373	1 430	1 429
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	149 353	160 495	146 219

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2024	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		3 210	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	294 011	322 242	411 470
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	23 428	23 428	3 096
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75	348	715	696
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	4 922	4 922	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			90 019
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	46 181	40 593	137 971
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	161 382	209 822	230 820
Réseau d'électricité	86			
	87	525 350	601 722	874 072

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	5 025 373	5 025 373	394 258
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	76 461	76 461	1 238 490
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	5 101 834	5 101 834	1 632 748

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130	164 445	164 145	164 145	199 341
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133				8 595
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	207 853	207 852	207 852	62 294
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138		18 732	18 732	
	372 298	390 729	390 729	270 230
TOTAL DES TRANSFERTS 140	897 648	6 094 285	6 097 495	2 777 050

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	32 365	39 456	306 046
Matières recyclables				109 237
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	32 365	39 456	306 046
				109 237

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	97 981	97 981	97 981
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	97 981	97 981	97 981
Réseau d'électricité	183			
	184	130 346	137 437	404 027
				207 218

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	207 443	245 504	295 906
	188	207 443	245 504	295 906
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	18 800	24 119	64 036
	194	18 800	24 119	64 036
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	9 381	39 329	12 300
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	9 381	39 329	12 300
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210		90 687	19 153
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	3 000	2 940	3 000
	214	3 000	93 627	22 153

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	12 000	12 754	13 111
	224	12 000	12 754	15 520
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	659 589	719 029	719 029
	228	659 589	719 029	2 590 432
Réseau d'électricité	229			
	230	910 213	1 043 675	1 134 719
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 040 559	1 181 112	3 207 565

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	23 120	25 450	25 450	28 166
Droits de mutation immobilière	233	72 000	166 654	166 654	306 742
Droits sur les carrières et sablières	234	32 000	15 430	15 430	22 711
Autres	235				
	236	127 120	207 534	207 534	357 619
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	237				
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	239	28 000	33 757	47 931	34 359
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		73 439	73 439	113 376
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	52 000			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244		121 571	121 571	70 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246	127 284	132 973	132 973	86 115
Autres contributions	247				
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	300 000	267 556	267 556	1 335 230
	250	479 284	595 539	595 539	1 604 721
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	199 153	199 189		199 189	201 906	190 148
Greffé et application de la loi	2	261 572	255 746		255 746	255 746	253 505
Gestion financière et administrative	3	384 262	415 259	49 605	464 864	511 900	458 476
Évaluation	4	165 880	116 630		116 630	116 630	179 992
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	635 398	714 355		714 355	714 355	625 137
	7	1 646 265	1 701 179	49 605	1 750 784	1 800 537	1 707 258
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	371 900	395 487		395 487	395 487	375 102
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	180 950	162 165	90 776	252 941	252 941	378 695
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	552 850	557 652	90 776	648 428	648 428	753 797
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	905 864	1 038 966	857 588	1 896 554	1 896 554	1 915 154
Enlèvement de la neige	15	495 916	346 171	31 451	377 622	377 622	470 478
Éclairage des rues	16	44 666	48 043		48 043	48 043	38 380
Circulation et stationnement	17	18 815	14 115		14 115	14 115	70 219
Transport collectif							
Transport en commun	18	16 387	16 387		16 387	16 387	9 846
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 481 648	1 463 682	889 039	2 352 721	2 352 721	2 504 077

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	8 900	19 533		19 533	19 533	26 589
Réseau de distribution de l'eau potable	24	179 111	178 705	274 615	453 320	453 320	422 597
Traitement des eaux usées	25	38 148	36 019	83 777	119 796	119 796	122 540
Réseaux d'égout	26	166 529	163 316	250 492	413 808	413 808	391 651
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	193 378	298 233		298 233	294 393	167 980
Élimination	28	300 602	293 471		293 471	590 356	319 602
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	179 434	61 344		61 344	61 344	66 021
Tri et conditionnement	30		67 039		67 039	67 039	59 774
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	4 000	4 535		4 535	4 535	3 821
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39					21 013	
	40	1 070 102	1 122 195	608 884	1 731 079	2 045 137	1 580 575
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	69 750	61 388		61 388	61 388	61 134
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45	69 750	61 388		61 388	61 388	61 134

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	152 387	150 754	28 359	179 113	179 113	161 808
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	38 836	42 295		42 295	42 295	44 688
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	405 085	477 767	145 820	623 587	529 326	473 981
Tourisme	50	160 399	155 918		155 918	155 918	154 623
Autres	51		240 000		240 000	240 000	89 198
Autres	52	200	2 734		2 734	2 734	51
	53	756 907	1 069 468	174 179	1 243 647	1 149 386	924 349
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	7 300	8 700		8 700	8 700	7 056
Patinoires intérieures et extérieures	55	230 638	291 903	172 535	464 438	464 438	425 126
Piscines, plages et ports de plaisance	56	371 277	356 540	142 724	499 264	499 264	484 450
Parcs et terrains de jeux	57	226 083	278 922		278 922	278 922	262 989
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	78 714	79 544	72 086	151 630	151 630	2 833 705
	61	914 012	1 015 609	387 345	1 402 954	1 402 954	4 013 326
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	82 268	83 929	5 335	89 264	89 264	86 261
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	783 778	795 540	219 431	1 014 971	1 014 971	1 017 991
	67	866 046	879 469	224 766	1 104 235	1 104 235	1 104 252
	68	1 780 058	1 895 078	612 111	2 507 189	2 507 189	5 117 578

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	719 372	701 181		701 181	788 328	898 448
Autres frais	71		58 589		58 589	58 589	49 693
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	11 000	994		994	1 125	63 640
	74	730 372	760 764		760 764	848 042	1 011 781
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					1 254 950	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		2 424 594 (	2 424 594)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 016	4 016	42 128
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	4 016	4 016	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 820 433	2 820 433	289 291
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	106 522	106 522	
Autres infrastructures	11	42 872	42 872	184 846
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 518 850	3 518 850	951 554
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	509 935	509 935	375 367
Ameublement et équipement de bureau	18	21 517	21 517	21 349
Machinerie, outillage et équipement divers	19	12 314	12 314	175 306
Terrains	20			
Autres	21			855 515
	22	7 040 475	7 040 475	2 895 356

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	4 016	4 016	42 128
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	4 016	4 016	
Autres infrastructures	5	2 969 827	2 969 827	474 137
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	4 062 616	4 062 616	2 379 091
	12	7 040 475	7 040 475	2 895 356

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	12 640		2 356	10 284
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	25 365 579	643 300	4 355 568	21 653 311
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	25 378 219	643 300	4 357 924	21 663 595
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 857 868		569 658	1 288 210
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 857 868		569 658	1 288 210
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 857 868		569 658	1 288 210
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 857 868		569 658	1 288 210
	19	27 236 087	643 300	4 927 582	22 951 805
Dette en cours de refinancement	20 ()			(
Reclassement / Redressement	21)
Dette à long terme	22	27 236 087	643 300	4 927 582	22 951 805

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	21 726 150
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 048 452
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 288 210
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	601 877
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	21 884 515
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	1 056 405
Endettement net à long terme	14	22 940 920
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	22 940 920
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	22 940 920
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2	165 880	116 630	116 630
Autres	3			179 992
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	32 510	32 510	32 510
Sécurité civile	6			30 047
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	16 387	16 387	16 387
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	214 777	165 527	165 527
				210 039

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 040 475	2 039 841
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 040 475	2 039 841

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	40,00	13 078,00	515 669	115 263	630 932
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,00	35,00	10 171,00	314 223	90 282	404 505
Cols bleus	4	28,00	40,00	55 806,00	1 439 166	339 536	1 778 702
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	41,00		79 055,00	2 269 058	545 081	2 814 139
Élus	9	7,00			143 940	27 082	171 022
	10	48,00			2 412 998	572 163	2 985 161

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	23 428				23 428
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	790 258	5 101 834	173 843	4 922	6 070 857
	7	813 686	5 101 834	173 843	4 922	6 094 285

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	53 252	43 546
	4	53 252	43 546
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	3 339	3 449
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	3 339	3 449
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	259 615	223 727
Enlèvement de la neige	12	7 897	9 341
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	267 512	233 068
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	34 833	35 734
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	34 833	35 734
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	69 666	71 468
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	6 300	5 204
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	6 041	3 663
Autres	36		
	37	12 341	8 867
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	339 405	271 583
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	15 249	49 864
	41	354 654	321 447
Réseau d'électricité			
	42		
	43	760 764	681 845

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Dubé	1.1	Maire	55 863	19 422		
Jean-Pierre Querry	1.2	Conseiller	7 888	3 944		
Jean Cormier	1.3	Conseiller	8 197	4 098		
Jacques Rivière	1.4	Conseiller	8 197	4 098		
Pamela Dow	1.5	Conseiller	7 888	3 944		
Maryse Soucy	1.6	Conseiller	8 197	4 098		
Nathalie Clark	1.7	Conseiller	7 888	3 944		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 450 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 15 430 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 265 868 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 189 074 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 449 907 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 449 907 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 638 981 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 369-12-24

b) Date d'adoption de la résolution 83 2024-12-02

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☐ ☒

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 _____

b) Date d'adoption de la résolution 86 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 153

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 77

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-24 16:01

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	10 168 585	9 357 603	9 848 294	511 611	10 223 312
Investissement	2	1 839 729		5 223 405		5 223 405
	3	12 008 314	9 357 603	15 071 699	511 611	15 446 717
Charges	4	10 938 096	8 087 952	11 056 000	1 748 371	12 667 778
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 070 218	1 269 651	4 015 699	(1 236 760)	2 778 939
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 839 729)(	)	5 223 405)(	)	5 223 405)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(769 511)	1 269 651	(1 207 706)	(1 236 760)	(2 444 466)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 366 570		2 424 594	141 870	2 566 464
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	185 773		336 587		336 587
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 243 845)(	1 232 965)(	1 245 860)(	34 082)(	1 279 942)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	10 393)(	)	95 204)(	)	95 204)
Excédent (déficit) accumulé	12	(267 798)	(36 686)	(76 590)	(128 419)	(205 009)
Autres éléments de conciliation	13	97 417		24 800		24 800
	14	1 127 724	(1 269 651)	1 368 327	(20 631)	1 347 696
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	358 213		160 621	(1 257 391)	(1 096 770)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
				Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	951 277	16 368	422 020
Débiteurs	2	5 876 766	7 537 843	7 376 112
Prêts	3	12 917	12 917	12 917
Placements de portefeuille	4	30 586	19 323	320 060
Autres	5			
	6	6 871 546	7 586 451	8 131 109
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8		1 282 415	1 282 415
Créditeurs et charges à payer	9	1 312 838	1 727 399	1 764 615
Revenus reportés	10	174 469	867 839	867 839
Dette à long terme	11	22 742 692	21 726 150	22 782 555
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	376 820	311 180	311 180
Autres	13			303 065
	14	24 606 819	25 914 983	27 311 669
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(17 735 273)	(18 328 532)	(19 180 560)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	54 835 205	59 445 025	59 967 898
Autres	17	122 284	121 246	134 444
	18	54 957 489	59 566 271	60 102 342
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 068 313	1 112 439	1 467 656
Excédent de fonctionnement affecté	20			
Réserves financières et fonds réservés	21	367 394	298 557	298 557
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	904 958)(	1 041 991)(	1 195 624)(
Financement des investissements en cours	23	(396 430)	(1 446 575)	(1 446 575)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	37 087 897	42 315 309	41 781 777
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			15 991
	26	37 222 216	41 237 739	40 921 782

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	1.1		
	2		
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4		
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	234 184	348 487
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	48 714	3 248
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	15 659	15 659
Autres			
▪	14.1		
	15	298 557	367 394
	16	298 557	367 394

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	21 884 515
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	22 940 920
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	21 653 311	25 365 579
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	10 284	12 640
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 288 210	1 857 868
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	22 951 805	27 236 087

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	6 770 002	6 635 639	6 798 977	6 798 977
Compensations tenant lieu de taxes	13	146 219	149 353	160 495	160 495
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 129 341	897 648	992 451	995 661
Services rendus	16	1 245 171	1 040 559	1 181 112	1 538 746
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	357 619	127 120	207 534	207 534
Autres	18	520 233	507 284	507 725	521 899
	19	10 168 585	9 357 603	9 848 294	10 223 312
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 540 995		5 101 834	5 101 834
Autres	23	298 734		121 571	121 571
	24	1 839 729		5 223 405	5 223 405
	25	12 008 314	9 357 603	15 071 699	15 446 717

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 646 265	1 701 179	49 605	1 750 784	1 800 537	1 707 258
Sécurité publique							
Police	2	371 900	395 487		395 487	395 487	375 102
Sécurité incendie	3	180 950	162 165	90 776	252 941	252 941	378 695
Autres	4						
Transport							
Réseau routier	5	1 465 261	1 447 295	889 039	2 336 334	2 336 334	2 494 231
Transport collectif	6	16 387	16 387		16 387	16 387	9 846
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	392 688	397 573	608 884	1 006 457	1 006 457	963 377
Matières résiduelles	9	677 414	724 622		724 622	1 017 667	617 198
Autres	10					21 013	
Santé et bien-être	11	69 750	61 388		61 388	61 388	61 134
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	152 387	150 754	28 359	179 113	179 113	161 808
Promotion et développement économique	13	565 484	873 685	145 820	1 019 505	925 244	717 802
Autres	14	39 036	45 029		45 029	45 029	44 739
Loisirs et culture	15	1 780 058	1 895 078	612 111	2 507 189	2 507 189	5 117 578
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	730 372	760 764		760 764	848 042	1 011 781
Effet net des opérations de restructuration	18					1 254 950	
	19	8 087 952	8 631 406	2 424 594	11 056 000	12 667 778	13 660 549
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		2 424 594 (	2 424 594)			
	21	8 087 952	11 056 000		11 056 000	12 667 778	13 660 549

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 839 729	5 223 405		5 223 405
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 039 841)(	7 040 475)(	) (	7 040 475)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	7 478)(	7 478)(	) (	7 478)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 466 932	493 789		493 789
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	10 393	95 204		95 204
Excédent accumulé	6	185 100	230 878		230 878
	7	1 615 106	(6 228 082)		(6 228 082)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 454 835	(1 004 677)		(1 004 677)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14